

Dans l'académie d'Amiens comme dans les autres académies,

LES PERSONNELS INFORMATIENS DE L'EDUCATION NATIONALE

SERONT EN GREVE CE MARDI 6 JUILLET 2010,

à l'appel des assemblées générales et de l'intersyndicale nationale

Nous, personnels informaticiens de l'Education Nationale, demandons la refonte complète du Schéma Directeur des Infrastructures (SDI) en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés et condamnons ce projet synonyme de destruction du service public.

Nous demandons donc :

- le retrait du Schéma Directeur des Infrastructures (SDI) actuel,
- l'arrêt des redéploiements et suppressions de postes,
- l'arrêt des restructurations de services,
- le maintien d'une informatique de proximité

Car les points suivants nous paraissent particulièrement discutables :

- le SDI ne présente pas d'objectifs clairement définis à part une préparation technique à l'externalisation des fonctions informatiques,
- le SDI ne relate pas les résultats de l'étude de l'existant, ni la motivation réelle des choix et orientations,
- le SDI a été élaboré dans une totale opacité sans concertation avec les personnels,
- le SDI ne donne aucun chiffrage que ce soit humain ou financier,
- le SDI, moulé dans le jargon ITIL dont il se réclame, considère comme acquis la "mutualisation" centralisée des services au détriment de l'utilisateur final,
- le SDI n'expose pas clairement la future gestion des ressources humaines,
- le SDI ne mesure pas les risques de son impact (fuite des compétences, disparités entre académies liées aux politiques locales et territoriales,...),
- le SDI reproduit à l'identique le schéma désastreux mis en lumière récemment dans les médias, en matière de gestion de personnel,
- le SDI, tel qu'il est présenté, laisse la porte ouverte à toutes les interprétations possibles.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous considérons que le schéma directeur des infrastructures impose externalisation, concentration et restructuration, en excluant totalement l'intérêt du service public et l'avenir des personnels.

En ne donnant aucune réponse aux revendications exprimées par l'immense majorité du personnel, le ministère vient de prendre la responsabilité du conflit. Il nous faut enfin imposer le retrait du SDI actuel.

Les personnels informaticiens réunis en assemblée générale le lundi 5 juillet 2010 au rectorat d'Amiens, soutenus par le SNASUB-FSU.



GREVE NATIONALE LE MARDI 6 JUILLET 2010

RENDEZ-VOUS DEVANT LE RECTORAT D'AMIENS A 10H30

Baccalauréat 2010 : Les informaticiens de l'éducation nationale en grève ce mardi 6 juillet 2010

NON à la réorganisation imposée par le ministère, NON au SDI (Schéma directeur des infrastructures) actuel

Le ministère de l'éducation nationale a décidé une centralisation de grande ampleur de son système d'information et de son informatique. Cela entraînera à plusieurs niveaux des conséquences négatives pour l'ensemble des personnels de l'éducation nationale (chefs d'établissement, enseignants, administratifs...), pour les élèves et les parents et pour le service rendu à l'utilisateur de façon générale.

Cela fait plusieurs mois que les informaticiens ont alerté leur hiérarchie et le ministère pour leur faire part de leurs inquiétudes face à ces restructurations sans concertation, sans étude de faisabilité ni estimation des coûts réels engendrés. Sous prétexte d'une économie de personnels, le coût global sera largement supérieur pour un service dégradé.

Jusqu'alors toutes les missions (gestion, exploitation, assistance) étaient assurées par des équipes informatiques académiques efficaces (comme aime à le souligner la hiérarchie et le ministère) travaillant dans la discrétion et assumant toujours plus de missions.

Les compétences, la disponibilité, la proximité et la qualité des services rendus, reconnues par tous, seraient ainsi balayées sans qu'aucune garantie ne puisse être apportée sur les coûts ou le fonctionnement du nouveau système.

Comme simple exemple, la perte de l'informatique de proximité remplacée par des « hotlines » impersonnelles aux temps de réponses de plus en plus longs affectera aussi bien des résultats de concours que la gestion du dossier élève, la carrière des enseignants et des autres personnels.

Le système actuellement en place est le résultat d'améliorations successives grâce aux compétences des équipes, aux évolutions technologiques mises en place au fur et à mesure des années et il faudrait renoncer à cela du jour au lendemain sans réelle étude !

Pourquoi un tel mépris du ministère nous poussant à la grève en cette période de baccalauréat ?

Malgré plusieurs mobilisations depuis 6 mois et une grève nationale massivement suivie à plus de 80% par les informaticiens le 30 mars dernier, notre ministre continue à faire la sourde oreille. Il n'a même pas souhaité nous recevoir nous obligeant ainsi à alerter l'opinion publique dans une période particulièrement sensible.

Notre volonté n'est pas de nuire aux élèves, aux futurs étudiants, aux enseignants ou aux parents d'élèves mais de faire pression sur le ministère pour qu'il renonce au SDI actuel.

La presse a déjà essayé d'alerter l'opinion publique à de nombreuses reprises sur les conséquences désastreuses (délais, indisponibilité, surcharge de travail des gestionnaires...) de la mise en place d'application centralisée comme CHORUS (avec le problème de paiement des fournisseurs par exemple).

Nous sommes tous concernés : cette réforme pénalisera l'ensemble des usagers du système éducatif et menace l'éducation des futures générations.

Les personnels informaticiens de l'académie d'Amiens, soutenus par le SNASUB-FSU (Syndicat national de l'administration scolaire, universitaire et des bibliothèques – FSU)